

News

- La Une ●
- Editorial ●
- News Régions ●
- News Sport ●
- Culture - Magazine ●
- L'histoire du jour ●

Pratique

- Sortir-Loisirs ●
- Mémento-Décès ●
- Dossiers ●
- Dessins de presse ●

Journal

- Forum ●
- Fribourg rétro ●
- Archives Web ●
- Journal à l'école ●

Services

- Abonnement ●
- Annonces immo ●
- Annonces emploi ●
- Annonces autos ●
- Rép. du commerce ●
- Club ●
- Boutique ●
- Jeux, concours ●
- Les liens ●
- Publicité ●

Archives du site web

mercredi 24 décembre 2003, 1er Cahier

Trop de milliards sont utilisés pour déminer des terrains inutilisés

HUMANITAIRE · Pour l'expert Martin Dahinden, on n'applique pas les meilleurs critères au moment de déterminer où doivent porter en priorité les efforts de déminage.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLE VANN

Pour impressionner les donateurs, trop de campagnes préfèrent parler du nombre de **mines** sur un terrain plutôt que de la perte économique engendrée. Une approche biaisée, estime Martin Dahinden, directeur du CIDH (Centre international de déminage humanitaire, basé à Genève) et initiateur du premier guide en français sur la lutte antimines.

Parler du nombre de **mines** sur un terrain peut attirer les donateurs, mais ne sert pas toujours les populations concernées. Le premier guide en français sur la lutte contre les **mines** antipersonnel en explique les raisons. Publié par le Centre international de déminage humanitaire (CIDH basé à Genève, né dans le sillage du Traité d'Ottawa signé en 1997), le livre aborde l'histoire des **mines** et de la lutte contre ces engins (destruction des stocks), les rôles des organismes impliqués, l'historique et les contenus des conventions et des instruments juridiques existants. Initiateur du projet et directeur du CIDH, Martin Dahinden a aussi été ambassadeur suisse à l'ONU.

Un quart des pays, et non des moindres, n'ont pas signé le Traité d'Ottawa. Un échec?

Martin Dahinden: - Non, car depuis la mise en vigueur du traité, il y a deux fois moins de victimes dans le monde. C'est vrai que les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, les pays du Proche-Orient n'ont pas signé. Cela peut paraître dramatique. Mais ces pays ont pourtant changé de comportement. Les Etats-Unis, par exemple, n'ont pas utilisé de **mines** antipersonnel dans la guerre en Irak.

Mais ils ont utilisé des «sous-munitions» qui peuvent avoir les mêmes effets.

- Il y a une différence. Les **mines** antipersonnel sont conçues pour sauter quand on les touche. Les sous-munitions doivent exploser au moment où elles percutent le sol. Mais beaucoup de ces engins ont des défauts de fabrication et n'explorent pas. Ils restent alors instables et réagissent comme des **mines**. Des négociations sont en cours pour les intégrer dans le Traité d'Ottawa.

Il y a encore 100 millions de mines encore enterrées dans le monde. Ça reste énorme!

- Envisager ce problème uniquement sous l'angle des chiffres est biaisé. Il faut estimer les surfaces minées et l'impact socio-économique sur les populations. Un terrain, qu'il soit truffé de **mines** ou qu'il n'en contienne que quelques-unes, coûtera le même prix au déminage. Trop souvent, les organisations ont insisté sur la quantité des **mines** dans les terrains pour impressionner les donateurs. Résultat: des terres très fertiles mais contenant peu de **mines** ont été laissées de côté alors qu'on a investi des sommes gigantesque pour déminer des terres

éloignées de tout et inutilisables. Il faut changer cette manière de voir.

Quel rôle joue la Suisse dans la lutte antimines?

- Genève, plaque tournante, abrite les principaux organismes et la plupart des réunions préparatoires sur le suivi de Traité d'Ottawa. Le CIDH est une initiative suisse. Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) s'occupe de l'assistance aux victimes et de l'outillage orthopédique, et la Fondation suisse de déminage (FSD) est chargée de déminer les voies devant les convois alimentaires. Il y a aussi l'Appel de Genève, lancé par Elisabeth Reusse-Decrey, ex-députée socialiste au Grand Conseil, qui engage les troupes rebelles à respecter le Traité d'Ottawa.

Par ailleurs, l'Ecole polytechnique de Zurich (EPFZ) a développé un outil capital pour les opérations de déminage sur le terrain. Il s'agit du logiciel IMSMA, qui permet de repérer les zones dangereuses, de les mettre en rapport avec les mouvements de population et leurs activités économiques. Il est utilisé aujourd'hui dans 90% des programmes de déminage dans le monde.

Et les militaires? Ils connaissent le terrain puisque, souvent, ils ont posé les mines?

- Leur approche n'est pas fiable à 100%. Car lorsqu'ils traversent un terrain miné, ils sont censés le faire sous les tirs, leur but est de se frayer un chemin en peu de temps. Le risque qu'ils prennent est inacceptable pour le déminage humanitaire destiné aux civils. Ils peuvent apporter leur savoir-faire en situation d'urgence (comme au Kosovo), mais ils n'ont pas les outils pour le long terme. Il faut pouvoir expliquer à la population comment se comporter dans un terrain miné, comment trouver du bois ou de l'eau sans risques en hiver.

InfoSud

Pour commander le guide antimines (gratuit): info@gichd.ch

[Retour](#)